

Maître d'ouvrage :



Marché public de travaux

Marché à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique

Date et heure limites de réception des offres : 18/12/2024 à 20h

| |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| <p>TRAVAUX DE RESTAURATION DES ROSELIÈRES RIVULAIRES DU LAC DU BOURGET</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------|

Règlement de Consultation (RC)

| | |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.1.- OBJET DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.2.- ETENDUE DE LA CONSULTATION | 3 |
| 1.3.- DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS | 3 |
| 1.4.- COMPETENCES ATTENDUES..... | 3 |
| 1.5.- CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS | 3 |
| 1.6.- NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE | 4 |
| 2. ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.1.- DUREE DU MARCHÉ - DELAIS D'EXECUTION | 4 |
| 2.2.- VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES..... | 4 |
| 2.3.- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 4 |
| 2.4.- MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ ET MODALITES DE FINANCEMENT | 4 |
| 3. ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS..... | 5 |
| 3.1.- MAITRE D'OUVRAGE | 5 |
| 3.2.- MAITRE D'ŒUVRE..... | 5 |
| 3.3.- ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER | 5 |
| 3.4.- CONTROLE TECHNIQUE | 5 |
| 3.5.- SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS | 5 |
| 4. ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| 5. ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| 5.1.- DOCUMENTS A PRODUIRE..... | 6 |
| 6. ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES..... | 8 |
| 6.1.- SELECTION DES CANDIDATURES..... | 8 |
| 6.2.- JUGEMENT DES OFFRES | 8 |
| 6.3.- NEGOCIATION | 9 |
| 6.4.- ATTRIBUTION DU MARCHÉ | 9 |
| 7. ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS..... | 9 |
| 7.1.- TRANSMISSION ELECTRONIQUE | 10 |
| 8. ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 10 |
| 8.1.- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS | 10 |
| 8.2.- VISITE DU SITE | 10 |

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1.-OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la restauration des roselières de la rive sud du lac du Bourget sur la commune du Bourget du Lac et comprend les éléments suivants :

- travaux forestiers : débroussaillage, élagage et abattages dans l'emprise des travaux y compris accès ;
- Débroussaillage manuel des massifs de renouée du Japon ;
- Traitement des massifs de renouée par inversement des horizons ;
- Restauration de l'étang des butors par surcreusement et évacuation des matériaux excédentaires ;
- Remise en état du site.

Les travaux sont portés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie.

Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.2.-ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

Marché public de travaux à procédure adaptée selon les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

1.3.-DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Les travaux comportent une tranche ferme.

Les opérations ne sont pas décomposées en lots.

1.4.-COMPETENCES ATTENDUES

Le candidat devra disposer, seul, en groupement ou par sous-traitance, des compétences suivantes (liste non exhaustive) :

- Terrassements
- Travaux forestiers
- Gestion des espèces exotiques envahissantes et en particulier les renouées asiatiques
- Travaux en milieux naturels sensibles

1.5.-CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les

prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Dès lors que le candidat se présente sous forme d'un groupement conjoint, il lui appartient d'indiquer dans son offre le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

1.6.-NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

| <i>Classification principale</i> | <i>Code</i> |
|----------------------------------|-------------|
| Travaux de terrassement | 45112500-0 |
| Travaux de débroussaillage | 45111220-6 |
| Services d'abattage d'arbres | 77211400-6 |

2. ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1.-DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2.-VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3.-DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.4.-MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 45 jours fin de mois à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3. ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

3.1.-MAITRE D'OUVRAGE

Conservatoire d'Espaces Naturels de Savoie

Bâtiment Le Prieuré

165, Route de Chambéry

73370 LE BOURGET-DU-LAC

Courriel : info@cen-savoie.org

Tél : 04 79 25 20 32

3.2.-MAITRE D'ŒUVRE

Natura Scop (*Siège social*)

30 av de Zelzate - 07200 AUBENAS

Co-gérante : Mme Cécile CALPENA

Représentée par : Virgile BENOIT

3.3.-ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER

Sans objet.

3.4.-CONTROLE TECHNIQUE

Sans objet.

3.5.-SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Sans objet.

4. ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- Cadre d'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (B.P.U.)
- Le détail quantitatif estimatif des travaux (D.Q.E.)

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.cen-savoie.org/offres-consultations>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

5. ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1.-DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

Justificatifs et pièces à fournir :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes (signature non obligatoire, sauf mention contraire).

➤ Pièces de la candidature :

Pièces de la candidature sont telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur (imprimé DC2 ou équivalent) pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.
- La lettre de candidature (imprimé DC1) ou document équivalent permettant d'identifier le candidat ou chaque membre du groupement, si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Liste des principales prestations/références effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le maître de l'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

➤ **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'attestation de visite du site
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter sans modification
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) à compléter sans modification
- Un mémoire technique comportant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise. Il devra impérativement comprendre (liste non exhaustive) :
 - Le contexte du site de travaux et les réponses méthodologiques à apporter,
 - Le descriptif des postes de travaux,
 - les moyens humains et matériels qui seront effectivement mobilisés pour réaliser ces travaux,
 - l'ensemble des précautions à prendre concernant la protection de l'environnement,
 - un programme d'exécution détaillé des travaux, indiquant le phasage de réalisation des travaux ainsi que la cadence journalière estimée (m³/jour),
 - une note d'organisation du chantier présentant l'organigramme du personnel et les rôles et tâches respectives durant le chantier.
 - CV des membres de l'équipe affectée au chantier

L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché. Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ainsi que tout document permettant au maître d'ouvrage d'apprécier les capacités professionnelles du sous-traitant au regard des prestations que le candidat envisage de lui sous-traiter.

Les candidats prendront le soin d'indiquer à l'article premier de leur acte d'engagement une (ou plusieurs) adresse électronique. Ces adresses électroniques pourront être utilisées par le pouvoir adjudicateur pour communiquer avec les candidats en cours de procédure.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par l'acheteur public. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

6. ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1.-SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2.-JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres et l'attribution du marché sont effectués selon les modalités définies aux articles L2152-1 et L2152-6 du code de la commande publique.

Le Représentant du pouvoir adjudicateur effectue une analyse de l'ensemble des offres des candidats.

Il élimine les offres inappropriées et les offres anormales basses et procède à un classement provisoire des offres restantes sur la base des critères mentionnés ci-dessous pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1. Montant global de l'offre, noté sur 40

Le moins-disant aura la note maximale de 40 (hors offre confirmée anormalement basse dans les conditions définies à l'article R 2152-4 du code de la commande publique)

Les autres offres seront notées selon la formule suivante :

Note obtenue = $40 \times (\text{Prix du moins disant} / \text{Prix de l'entreprise notée})$

2. Valeur technique de l'offre, notée sur 60 :

- méthodologie générale, organisation du chantier, compréhension du contexte local et mesures d'adaptation aux particularités des sites (15 points) ;
- Phasage des différentes phases du chantier et en particulier phases de terrassements et de gestion de la renouée (15 points) ;
- pertinence des moyens humains et matériels affectés aux travaux et expériences similaires (10 points) ;
- mesures de protection de l'environnement et des milieux naturels (15 points) ;
- présentation d'un planning détaillé et adapté aux demandes du marché et respect des délais (5 points).

Des compléments pourront être demandés en cours d'analyse des offres des candidats.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas de non-réponse à un des éléments du mémoire justificatif, il leur sera attribué la note de 0 au titre de l'élément considéré.

En l'absence de montant indiqué à l'acte d'engagement et dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées entre la décomposition du prix global forfaitaire ou le bordereau des prix unitaires et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée pour non cohérence.

6.3.-NEGOCIATION

Au terme de l'examen des offres, pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les 2 entreprises les mieux placées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une négociation avant choix de l'attributaire, dans les conditions suivantes :

- Cette négociation sera écrite et/contractuelle,
- Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de mener une négociation avec un nombre restreint de candidats en fonction du classement initial après analyse des offres, pour préciser et/ou compléter les offres des candidats susceptibles d'être attributaires du marché
- Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas mener de négociations, dans le cas où l'analyse des offres reçues ne démontre pas un intérêt à mener celle-ci.

Cette négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre notamment le prix. Elle pourra se réaliser par, courriel ou dans les locaux de l'acheteur public, à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

6.4.-ATTRIBUTION DU MARCHE

L'offre économiquement la plus avantageuse sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143 -6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les candidats transmettront leurs offres avant le vendredi 18/12/2024 à 20h.

7.1.-TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique aux adresses mail suivantes :

s.marron@cen-savoie.org
a.culat@cen-savoie.org
info@cen-savoie.org

et en copie à v.benoit@natura-scop.org

La transmission des plis sur un support physique électronique n'est pas autorisée.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

8. ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1.-DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par voie électronique aux adresses suivantes :

s.marron@cen-savoie.org
a.culat@cen-savoie.org
info@cen-savoie.org

et en copie à v.benoit@natura-scop.org

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2.-VISITE DU SITE

Une visite du site est obligatoire.

Elle sera réalisée en présence du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage le
2 décembre 2024, à 14h sur le site.

Lieu du rendez-vous : <https://maps.app.goo.gl/kXtcUIdMQUcLunRy8>
(45.647517, 5.873112)

Lors de cette visite, les candidats devront signer la feuille d'émargement et ajouter à leur candidature une attestation de visite signée par le maître d'œuvre. En cas d'absence lors de cette visite obligatoire, l'offre du candidat sera refusée.